



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 28– 09 septembre 2021

En bref

Les gouvernements mexicain et étatsunien réactivent le dialogue économique de haut niveau.

Le sous-secrétaire des finances et du crédit public, G. Yorio, le secrétaire des affaires étrangères, M. Ebrard, et la secrétaire de l'Economie, T. Clouthier, participeront à la relance du dialogue économique de haut niveau le 9 septembre à Washington. Ce mécanisme vise à développer une vision stratégique entre les deux nations et à faire progresser leurs priorités bilatérales, tout en approfondissant leur intégration productive et en renforçant leur compétitivité. Les dialogues porteront sur quatre piliers : 1) reconstruire ensemble ; 2) la promotion du développement économique, social et durable dans le sud du Mexique et en Amérique centrale ; 3) sécuriser les outils pour la prospérité future ; 4) investir dans la population.

LE CHIFFRE À RETENIR

+4,1%

Les prévisions de croissance mexicaines pour 2021.

Zoom sur le Panama et les crypto monnaies :

Le Panama envisage de reconnaître la crypto monnaie comme moyen de paiement légal. Le député Gabriel Silva a présenté cette semaine un projet de loi visant à faire du Panama « un pays compatible avec l'économie numérique, la blockchain, les cryptomonnaies et internet ». Inspiré par la décision du Salvador d'adopter le Bitcoin comme monnaie légale, le député panaméen, avec son projet de loi, souhaite fournir un cadre législatif clair aux utilisateurs de devises numériques. L'objectif est d'autoriser les habitants et entreprises du pays à utiliser la cryptomonnaie comme moyen de paiement. Mais contrairement au Salvador, le Panama n'obligera pas les commerces à accepter le Bitcoin ou une autre cryptomonnaie comme moyen de paiement. Actuellement les cryptomonnaies ne sont pas interdites au Panama, mais ne sont pas non plus régulées. Par ailleurs, le projet de loi prône l'utilisation

de la technologie blockchain pour numériser les services de l'Etat. Le texte prévoit notamment de « numériser l'identité des personnes physiques et morales, les réglementations, leur adoption et leurs signatures, l'émission d'actes administratifs » et de « migrer les enregistrements publics » sur la blockchain. In fine, tous ces documents seraient inscrits dans un registre distribué, décentralisé et inaliénable. L'engouement pour les devises alternatives dans de nombreux pays d'Amérique Latine en général, et au Panama en particulier, traduit aussi une volonté de ces pays de s'émanciper du billet vert.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 09 septembre, le Mexique enregistrait 265 420 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +1,89% en une semaine. 3 465 171 cas confirmés ont été enregistrés (+2,83% en une semaine). A la fin de la journée du 7 septembre, le Mexique comptait 45,77% de sa population vaccinée.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le ministère des finances et du crédit public a présenté mercredi 8 septembre le « Paquet économique 2022 » au Congrès. Celui-ci inclut la loi fédérale sur les recettes, le budget fédéral des dépenses et les critères généraux de la politique économique.

. Le paquet économique 2022 se caractérise par la promotion d'une reprise économique inclusive, selon le ministre des finances et du crédit public R. Ramirez de la O, ainsi que par « l'équilibre des dépenses et le recours à une gestion responsable des finances publiques et d'une profonde vocation sociale ». Il repose sur 3

pilliers: 1) réduire les écarts d'inégalités accentués par la pandémie et stimuler le marché intérieur; 2) favoriser la convergence, le développement, le bien-être et l'emploi dans le pays; 3) maintenir la solidité budgétaire, simplifier le paiement des impôts et assurer la soutenabilité de la dette.

En termes de recettes, le paquet économique 2022 prévoit des revenus totaux de 7 088 Mds MXN (295 Mds EUR), ce qui représente une augmentation de 12,6% par rapport au paquet approuvé l'année dernière. En matière d'impôts, le gouvernement mexicain prévoit de collecter 3 944 Mds MXN de recettes (164 Mds EUR). En ce qui concerne les contributions à la sécurité sociale, les prévisions sont de 412 Mds MXN (17 Mds EUR). Par ailleurs, le gouvernement ne propose pas de nouvelles taxes.

Dans le cadre du paquet économique 2022, le service d'administration des impôts (SAT) estime par ailleurs récolter 2 073 Mds MXN (86 Mds EUR) d'impôts sur le revenu (ISR), contre 1 908 Mds MXN (79 Mds EUR) prévues dans le paquet économique de l'année dernière. En ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les recettes sont estimées à 1 213 Mds MXN (50 Mds EUR), soit 235 Mds de plus que ce qui était prévu en 2021.

En termes de dépenses, le gouvernement prévoit de dépenser 7 088 Mds MXN (295 Mds EUR) en 2022, soit l'équivalent de ce qui est prévu pour les revenus totaux de la fédération. Le déficit budgétaire devrait atteindre 875,5 Mds MXN (36 Mds EUR). Le gouvernement a par ailleurs proposé un chiffre historique pour les dépenses d'investissement (1000 Mds MXN ou 41 Mds EUR), conduisant à des dépenses d'investissement public de l'ordre de 3,1% du PIB. Les gouvernements des états fédérés recevront quant à eux 2 000 Mds MXN (83 Mds EUR) pour les dépenses fédéralisées, soit une augmentation de 4,9% par rapport à ce qui était prévu dans le budget de l'année précédente. Par ailleurs, le projet de budget des dépenses 2022 propose d'allouer 636 Mds MXN (26 Mds EUR) à PEMEX et 449 Mds MXN (18 Mds EUR) à la CFE. Le soutien aux programmes d'aide sociale s'élèvera à 254 Mds MXN (10,5 Mds EUR), dont la grande majorité sera consacrée au paiement des pensions des personnes âgées.

Notamment, en matière de dépenses, le ministère de la santé bénéficiera d'une augmentation de 27,6% de son budget par rapport au budget précédent. Le gouvernement prévoit 800 Mds MXN (33 Mds EUR) de dépenses d'achats de vaccins, de médicaments, d'embauches de personnel médical dans le but d'améliorer le secteur de la santé dans son ensemble.

3 ÉCONOMIE

Le gouvernement a revu ses prévisions de croissance à la hausse dans le paquet économique 2022. Le PIB devrait croître de 4,1% en 2021, contre 3,6% initialement prévus. Le président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) prévoit quant à lui une croissance annuelle de 5% en moyenne jusqu'en 2024, notamment en raison des opportunités créées par le T-MEC.

En ce qui concerne l'inflation, le ministère des finances et du crédit public prévoit dans les critères de politique économique générale présentés mercredi, que l'inflation sera conforme à la fourchette cible de Banxico. Elle devrait atteindre 3,4% à la fin de 2022. Par ailleurs, les taux directeurs devraient augmenter de 0,5 points de base pour atteindre 5% et le taux de change devrait quant à lui s'établir à 20,3 MXN/USD. La politique monétaire devrait donc être relativement stable sur l'année 2022.

Le ministère des finances et du crédit public prévoit dans les critères généraux de politique économique, que le pétrole atteindra 55,1 USD/baril en 2022. Cette projection est inférieure aux prévisions du marché, qui plaçaient le prix entre 59 et 68 USD/ baril. Aussi, le prix moyen estimé pour l'année prochaine sera inférieur de 9 % à celui de l'année précédente, où le prix estimé était fixé à 60,6 dollar/ baril. Selon les données de PEMEX, entre janvier et juillet de cette année, le prix moyen à l'exportation du pétrole brut s'est établi à 61,91 dollars. Pour 2022, la production de pétrole brut sera de 1,8 Mds de barils selon les estimations, ce qui représente une croissance de 4,1 % par rapport à ce qui était estimé en 2021. En ce qui concerne les exportations de pétrole, le ministère des finances et du crédit public estime qu'elles atteindront environ 979 000 barils, soit une réduction de 2,1 % par rapport aux estimations de 2021.

L'investissement brut en capital fixe (c'est-à-dire les dépenses en machines et équipements) **a enregistré en juin sa plus forte baisse depuis 9 mois.** En effet, il a diminué de 1,8% g.m. en juin 2021, selon l'INEGI. De manière désagrégée, les dépenses de construction ont diminué de 2,9%; tandis que les dépenses totales en machines et équipements ont diminué de 0,4%.

La confiance des consommateurs mexicains a enregistré une baisse de 1,2 point en comparaison mensuelle en août. Il s'agit de son

deuxième mois consécutif de recul et de sa plus forte baisse depuis avril 2020. L'indicateur s'est notamment établi à 42,74 unités en août. Aussi, il semblerait que la troisième vague de COVID-19 ait affecté la reprise de la confiance des consommateurs, bien qu'en comparaison annuelle la confiance ait progressé de 7,53 points.

Le commerce entre le Mexique et les Etats-Unis s'affaiblit au début du second semestre 2021. Les exportations du Mexique vers son voisin nord-américain se sont élevées à 31,9 Mds USD au cours du mois de juillet, soit une baisse de 3,3% par rapport à juin. Les importations ont quant à elles diminué de 1,7% pour atteindre 23,7 Mds USD. Le flux commercial cumulé de janvier à juillet entre les deux pays s'est ainsi élevé à 375,7 Mds USD, consolidant le Mexique comme le principal partenaire commercial des Etats-Unis. Toutefois, le pays reste en deuxième position tant pour les exportations (dépassé par la Chine) que pour les importations (dépassé par le Canada).

Les subventions diminuant le coût de la taxe sur les carburants (IEPS ou impôt spécial sur la production et les services) seront élevées selon AMLO. L'aide connaîtra une augmentation importante, subventionnant désormais le prix du carburant premium à hauteur de 26,06% (soit une baisse de prix de 66 cents par Litre), du Magna à hauteur de 54,85% (soit une baisse de prix de 59 cents par Litre) et du diesel à hauteur de 26,51% (soit une baisse de prix de 60 cents par Litre). Cela fait donc 18 semaines consécutives que ce soutien au prix des carburants est maintenu.

attirer des investissements dans les semi-conducteurs, en rencontrant les entreprises du secteur. La chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs souffre actuellement de goulets d'étranglement qui affectent d'autres secteurs clés, tels que l'automobile et l'électronique. La plupart des composants sont actuellement importés d'Asie, mais il est prévu de profiter de la tendance à la régionalisation en Amérique du Nord pour les produire au Mexique, ce qui permettrait d'éviter les problèmes d'approvisionnement en pièces.

Le processus de refinancement de la dette de la société publique PEMEX a commencé après la réception du transfert d'environ 12 Mds USD du FMI, selon le président AMLO. Il a donné la priorité à l'aide de PEMEX en cherchant à réduire les coûts d'emprunt de la société et à libérer des liquidités pour investir dans l'exploration et la production après une décennie et demie de baisse de la production. L'entreprise a actuellement 115 Mds USD de dettes.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 08/09/2021
Bourse (IPC)	-1,40%	+42,35%	51 469,72 points
Taux de change USD/MXN	-0,3%	-6,69%	19,94
Taux de change EUR/ MXN	-0,51%	-6,58%	23,56
Prix du baril mexicain	-2,36%	+83,72%	64,46

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La ministre de l'économie T. Clouthier profitera de son voyage aux Etats-Unis cette semaine pour

Amérique centrale

1. Région

Le bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires a annoncé que 8,3 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence dans les pays du Triangle-nord et a appelé au soutien des donateurs internationaux à hauteur de 588 MUSD. Ces ressources serviraient à la mise en place du plan de réponse humanitaire élaboré par l'organisme qui vise à mener des actions directes et des programmes à long terme notamment dans la lutte contre la malnutrition et la résilience climatique, en vue d'aider 4,3 millions de personnes à horizon fin 2022. Les trois pays sont confrontés à une pauvreté élevée, des chocs climatiques récurrents, une violence chronique, un accès limité aux services de santé et des flux migratoires importants.

2. Costa Rica

Le Costa Rica compte 423 000 personnes au chômage. Comparativement au 2nd trimestre de l'année 2021, fin juillet le Costa Rica connaît une baisse du nombre de personnes au chômage (soit -11 000 personnes). Le taux de chômage à fin juillet atteint les 17,4%, soit 7 points de pourcentage de moins qu'en 2020. Sur les 423 000 personnes au chômage, 191 000 sont des hommes et 232 000 sont des femmes. Le chômage n'est pas la seule préoccupation du Costa Rica. En effet, l'informalité continue d'afficher des taux record, soit 43,8% (875 000 personnes, dont 470 000 indépendants et 405 000 salariés informels). Par ailleurs, la qualité de l'emploi est également une problématique à prendre en compte par les pouvoirs publics costariciens. A ce propos, le problème du sous-emploi segmente le marché du travail costaricien. On estime à 15,5% le nombre de personnes qui travaillent moins de 40h par semaine et qui désireraient travailler plus. Ce pourcentage s'élève à 19,1% pour les femmes.

Les revenus tirés de l'impôt sur la valeur ajoutée (IVA) augmentent plus vite au Costa Rica que pour les autres pays de la région. Une étude de la CEPAL montre que le Costa Rica est le 4ème pays de l'Amérique Latine pour lequel le recouvrement de l'impôt sur la valeur ajoutée a augmenté, soit une augmentation de 34,7% en juin 2021. Par comparaison, l'augmentation du recouvrement de cet impôt au Panama n'est que de 3,9% en 2021.

Stimuler au maximum la participation du Costa Rica au sein de l'OCDE sera l'objectif du nouveau représentant, Alexander Mora. Ex-ministre du Commerce Extérieur, Alexander Mora a pour fonction de représenter le Costa Rica au sein de l'OCDE et ainsi faciliter les relations entre le pays et l'organisation multilatérale. 1/l'agenda post accès; 2/l'influence de l'OCDE dans la gouvernance mondiale et 3/la gouvernance interne de l'OCDE seront notamment les trois piliers pour lesquels Alexander Mora se préoccupera.

3. El Salvador

La Cour suprême a rendu une décision autorisant le président en exercice à se présenter à une réélection immédiate. Cette décision annule un jugement de 2014 interdisant la réélection présidentielle dans les dix ans suivant la fin du mandat. De plus, la Constitution proscriit une nouvelle candidature à la magistrature suprême à toute personne ayant exercé un mandat présidentiel dans les six mois précédant l'élection. La Cour suprême justifie cette décision par le fait que le nouvel arrêt n'implique pas que le candidat sera élu mais laissera au peuple le choix. L'assemblée législative à majorité officialiste avait révoqué l'ensemble des juges de la Cour suprême en mai dernier pour des profils favorables au gouvernement. Les premières réactions internationales condamnent fortement la décision, le gouvernement américain la jugeant anticonstitutionnelle et déclarant qu'il s'agissait « d'un déclin de la

démocratie ». Le mandat du Président Bukele, élu en 2019, prendra fin en 2024.

Le Salvador est depuis ce mardi le premier pays au monde à faire du bitcoin une monnaie officielle (au côté du dollar), convertissant le pays en laboratoire pour crypto monnaie. Le Bitcoin peut désormais être utilisé dans les commerces et banques qui ont l'obligation de l'accepter (sauf à prouver leur incapacité technique) tandis que 200 distributeurs automatiques ont été mis en fonction. Le Gouvernement a par ailleurs acheté 550 bitcoins (soit environ 25 MUSD selon le cours au moment de l'annonce) sur la journée. Le cours de la crypto monnaie a par ailleurs perdu jusqu'à 17% de sa valeur sur la journée de mardi. Cette mise en circulation s'accompagne de nombreuses critiques issues du manque d'information notamment sur la gestion du Fonds de convertibilité et sur le risque de blanchiment d'argent. De plus, cette réforme fait face à un fort rejet de la population : 78% indiquant ne pas vouloir télécharger le porte-monnaie virtuel gouvernemental Chivo (malgré l'incitation des autorités au travers d'un versement unique de 30 USD à chaque utilisateur de l'application) et 67% estimant que la Loi devrait être annulée. Des manifestations rassemblant plusieurs centaines de personnes ont eu lieu dans la capitale.

4. Guatemala

Le projet de budget 2022, prévoyant notamment un déficit de 2,8% du PIB et 130 MUSD (1 Md GTQ) pour l'achat de vaccins contre le Covid, a été adressé au Congrès qui a jusqu'au 30 novembre pour l'approuver. Les dépenses prévues s'élèvent à 13,4 Mds USD (104 Mds GTQ) dont 2,6 Mds USD (20 Mds GTQ) pour le Ministère de l'éducation et 1,5 Md USD (12 Mds GTQ) alloués au Ministère de la santé. La collecte fiscale est quant à elle estimée à 9,6 Mds USD (74,3 Mds GTQ) pour 2022, en hausse de 5% par rapport à 2021. 68% du budget sera dédié aux dépenses de

fonctionnement, 17% à l'investissement et 15% au service de la dette. Le déficit pour l'année 2020 devrait atteindre 3,3% du PIB contre 2,2% recommandés par le FMI. Le Ministre des finances a souligné l'importance d'approuver un nouveau budget alors que le budget en vigueur en 2021 est celui approuvé en 2019 (reconduit en 2020).

A fin août, les autorités ont annoncé que la quantité d'argent probablement blanchie identifiée au Guatemala avait doublé par rapport à 2020, atteignant 533 MUSD. Le Ministère Public a indiqué que ce montant devrait atteindre 840 MUSD à fin 2021, en hausse de 156% g.a., du fait de la reprise économique, des activités de contrebande et de trafic de drogue mais aussi du développement de nouvelles activités illégales dans le pays tel que l'utilisation de crypto monnaies et la hausse des trafics de migrants. Le Guatemala est par ailleurs devenu un pays récepteur de transferts monétaires venant d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Afrique pour le trafic d'êtres humains à destination des Etats-Unis. Le directeur du département financier du Ministère Public précise que la hausse des chiffres de blanchiment d'argent identifié est un signal positif d'un meilleur contrôle (notamment technologique) dans les régions du pays les moins développées où transitent principalement la drogue et les migrants.

5. Honduras

Le Ministre des finances a présenté une première version du budget 2022 prévoyant des dépenses atteignant 12,9 Mds USD (308 Mds HNL, +7% g.a). Le budget, qui devra notamment soutenir la relance économique du pays durement touché par la crise sanitaire et les désastres naturels, prévoit une hausse de 155 MUSD (3,7 Mds HNL) pour les dépenses de santé et de 54 MUSD (1,3 Md HNL) pour l'éducation, avec la reconstruction de 79% des écoles affectées par le passage des

ouragans. Enfin, 79 MUSD (1,9 Md HNL) seraient assignés à l'organisme étatique Invest-H notamment pour le développement de projets d'infrastructures.

6. Nicaragua

Le gouvernement Ortega prévoit une baisse substantielle des limites d'endettement supplémentaire pour l'année 2022 pour atteindre 787 MUSD (-34% g.a.). Le gouvernement avait augmenté de 59% les limites autorisées d'emprunts auprès des institutions financières internationales pour atteindre 1,2 Md USD sur l'année 2021. Le gouvernement a par ailleurs revu à la hausse ses limites d'endettement domestiques, passant de 150 MUSD à 260 MUSD pour l'année 2021. Cette annonce intervient alors que les acteurs internationaux renforcent leurs sanctions à l'encontre du pays dans un contexte de défiance croissante face aux modalités des élections présidentielles de novembre 2021. En 2018, le régime Ortega avait fait face au refus de la Banque mondiale, du FMI et de la BID de l'octroi de prêts au pays face à la répression du régime entraînant le décès d'au moins 328 opposants selon les organisations humanitaires.

7. Panama

L'Etat espère signer un nouveau contrat minier ambitieux avec Minera Panama. Le Président Cortizo annonce qu'à partir du 1er septembre commence la négociation entre l'Etat et l'entreprise Minera Panama afin de renouveler le contrat minier qui liait les deux parties. Selon Cortizo, le nouveau contrat minier a pour objectif d'établir les nouveaux termes et conditions d'une exploitation du cuivre sur le sol panaméen par l'entreprise Minera Panama. Il s'agit d'une négociation intégrale qui inclut l'ensemble des aspects environnementaux, fiscaux et sociaux. Ramon Martinez, Ministre du Commerce et des Industries, rappelle que l'enjeu principal est aussi celui d'une restructuration des

redevances perçues par l'Etat ainsi qu'une élimination des exonérations fiscales en faveur du cocontractant.

L'Autorité Maritime de Panama (AMP) décide de mettre fin à la concession portuaire qui liait l'Etat à la société d'investissement chinoise Panama Canal Colon Port (PCCP). Le Conseil d'Administration de l'AMP a autorisé l'administrateur de l'Autorité, Noriel Arauz, à entamer les démarches pour mettre fin pour au contrat souscrit entre l'Etat et PCCP pour non-exécution des clauses contractuelles de la part de l'entreprise. Ce contrat de 20 ans a été signé en 2013 sous l'administration du Président Martinelli, et prévoyait notamment un investissement de 593,9 M USD pour le port de conteneurs. En revanche, d'après un audit de la Controlaria, seuls 16,6% de l'investissement total ont effectivement été réalisés par l'entreprise chinoise. Le PCCP constituait le 4ème port à conteneurs de la façade atlantique où opèrent déjà Cristobal, le terminal international de Manzanillo ainsi que le port à conteneurs de Colon du taiwanais Evergreen.

Caraïbes

1. République Dominicaine

La République dominicaine connaît une reprise dynamique du secteur touristique en 2021. Le nombre de visiteurs du mois d'août 2021 a atteint 96% du chiffre d'août 2019. Durant ce même mois, le taux d'occupation des hôtels s'élevait à 64,6% pour 85,2% d'hôtels en activité. Les chiffres du tourisme pourraient dépasser prochainement les niveaux pré pandémie.

2. Haïti

La Banque de la République d'Haïti (BRH) a rendu publics des éléments de réponse pour

faire face au choc économique causé par le séisme du 14 août 2021. Quatre principales mesures ont été abordées : la mise en œuvre d'un programme de recapitalisation pour le secteur de la microfinance ; la création d'un fonds de recapitalisation des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) ; la constitution d'un fonds de reconstruction ; et, le renforcement du fonds de soutien aux caisses populaires. Selon la BRH, ces programmes permettront aux développeurs locaux et étrangers de mieux s'impliquer dans le financement des infrastructures dévastées lors du séisme. Un mécanisme de transparence concernant le versement de ces fonds est également en cours de préparation.

3. Cuba

Cuba s'apprête à ouvrir ses frontières aux voyageurs internationaux avant la haute saison touristique. L'île, qui estime réussir à vacciner plus de 90% de sa population d'ici la mi-novembre, se prépare à accueillir à nouveau des visiteurs étrangers à partir du 15 novembre 2021. Selon les dernières directives officielles publiées le 6 septembre, le ministère du tourisme (Mintur) a annoncé un assouplissement des restrictions d'entrée sur le territoire cubain, accompagné d'une reconnaissance des certificats de vaccination étrangers. Ces mesures s'accompagneront de la réouverture progressive de la plus part des hôtels et infrastructures touristiques. Si la réalisation de tests de dépistage aléatoires et le contrôle des patients symptomatiques ont été annoncés, le Mintur devra cependant encore préciser le protocole exigé avant et après l'arrivée (dépistage avant le départ, quarantaine à l'arrivée, etc...).

Cuba sera le premier pays à vacciner les enfants (en bas âge). Le pays a lancé, à partir du 3 septembre, une campagne nationale de vaccination contre le Coronavirus chez les enfants et adolescents âgés de 2 à 18 ans. Confronté à une hausse de cas sans précédents,

le pays a fait de la vaccination des enfants une condition à la réouverture des écoles prévue à partir d'octobre 2021. Cette campagne, menée avec les vaccins cubains Abdala et Soberana, concerne dans un premier temps les adolescents de 12 ans et plus, avant d'être étendue aux enfants de deux à 11 ans à partir du 15 septembre. Depuis le début de la pandémie sur l'île, plus de 115 000 mineurs cubains ont contracté le COVID-19.

Nouvelle joint venture cubano-mexicaine dans la zone franche de Mariel. La création de l'entreprise mixte (*joint venture*) « Incubio », née de l'association entre l'entreprise cubaine Cimab S. A et la société mexicaine Neuronix Mexicana S.A. de C.V, a été annoncée le 31 août dernier. La nouvelle société a obtenu une licence exclusive pour le développement et la commercialisation de produits biotechnologiques innovants. Elle financera notamment des essais cliniques. Cimab est une entreprise cubaine dédiée à l'administration des affaires et la gestion de projets impliquant le Centre d'Immunologie Moléculaire (CIM) cubain. Neuronix S.A est spécialisée dans la commercialisation de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux. Incubio constitue le troisième projet d'investissement mexicain dans la zone franche de Mariel (à 40 km de la Havane) et fait partie des 42 entreprises implantées à la ZEDM (Zone spéciale de développement Mariel), dont actuellement 24 sont déjà opérationnelles.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 8 septembre 2021</i>	Part de la population ayant reçu une dose de vaccin contre le COVID-19 <i>Dernier point connu</i>
Costa Rica	483 984 <i>Décès : 5 702</i>	59,77% (08/09)
Cuba	720 739 <i>Décès : 6 056</i>	51,84% (05/09)
Guatemala	497 690 <i>Décès : 12 468</i>	19,60% (06/09)
Haïti	21 124 <i>Décès : 588</i>	0,30% (07/09)
Honduras	348 894 <i>Décès : 9 224</i>	28,78% (06/09)
Jamaïque	73 496 <i>Décès : 1 666</i>	15,42% (08/09)
Nicaragua	12 350 <i>Décès : 201</i>	6,92% (03/09)
Panama	460 829 <i>Décès : 7 104</i>	64,44% (08/09)
El Salvador	96 067 <i>Décès : 2 986</i>	57,25% (07/09)
République dominicaine	352 441 <i>Décès : 4 014</i>	53,65% (07/09)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international